



# Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°277 - 19/10/2018



## ZOOM SUR...

...les rapports [World economic outlook \(WEO\)](#) et du [Regional economic outlook \(REO\)](#) du FMI

### ❖ Perspectives mondiales (WEO)

**La croissance économique mondiale en 2018-19 devrait rester stable à son niveau de 2017, 3,7%.**

Ce niveau est toutefois de 0,2 point de pourcentage inférieur à la prévision d'avril dernier, en raison notamment :

- du ralentissement inattendu de l'activité en début d'année 2018 dans certains grands pays avancés et émergents (Zone Euro et Royaume-Uni, Chine, Brésil...);
- de la montée des tensions commerciales;
- du resserrement progressif des conditions financières;
- de la hausse des factures d'importation de pétrole.

### ❖ Perspectives en Afrique Subsaharienne (REO)

**La croissance devrait s'établir à 2,7% en 2017 puis accélérer à 3,1% fin 2018**, grâce notamment à :

- un environnement extérieur favorable avec la remontée des prix de plusieurs produits de base;
- la croissance de l'économie mondiale et au maintien de conditions favorables de financement international;

**Cette prévision de croissance pour l'ASS est de 0,3 point de pourcentage inférieure à celle d'avril 2018.** En UEMOA, la prévision de croissance pour 2018 reste à 6,4%, comme prévu dans le rapport d'avril dernier, sur fond toutefois de quelques révisions :

- **Les pays pour lesquels le taux de croissance 2018 a été revu à la hausse par rapport aux prévisions d'avril dernier :** Mali (5,1% contre 5% en avril 2018) et Niger (5,3% contre 5,1%).
- **Les pays pour lesquels le taux de croissance 2018 a été revu à la baisse par rapport aux prévisions d'avril dernier :** Burkina Faso (5,9% contre 6%), Guinée-Bissau (4,5% contre 5,5%), Mauritanie (2,5% contre 2,7%), Togo (3,1% contre 3%).

**En 2019, la croissance moyenne est attendue à 6,3% pour la zone UEMOA.**

## Inflation

**L'inflation moyenne dans les pays exportateurs de pétrole est attendue à 13% contre 17% en 2017**, reflétant le resserrement des politiques monétaires.

Dans les autres pays, l'inflation demeura faible notamment dans les espaces UEMOA et CEMAC, en deçà de 2%.

## Finances publiques

**Le déficit budgétaire moyen pour la région passe de 4,2% en 2017 à 3,3% fin 2018**, avec des disparités entre les zones et les pays :

- UEMOA : déficit moyen de 4% (après 4,2% en 2017)
- CEDEAO : déficit moyen 4,9% (après -5% en 2017).

La dette devrait en moyenne atteindre 48,5% du PIB en 2018 contre 45,4% en 2017. Ce ratio continue d'augmenter dans plusieurs pays parmi les économies les plus importantes d'Afrique (Afrique du Sud, Angola, Nigéria, Côte d'Ivoire, Sénégal Cameroun...).

## Equilibre extérieur

- amélioration des soldes courants dans les pays exportateurs de pétrole;
- dégradation dans les autres pays. Globalement, les réserves de change resteraient en dessous des niveaux jugés adéquats.

## Perspectives à moyen terme favorables

A l'horizon 2023, le FMI table sur une croissance moyenne d'environ 5% pour la zone UEMOA.

Pays	Estimation et prévisions de croissance (%)			
	2017	Prév. Avr-2018	Prév. Oct-2018	2019
Bénin	5,6	6	6 =	6,3
Burkina Faso	6,4	6	5,9 ↓	6
Cap-Vert	3,9	4,3	4,3 =	4
Côte d'Ivoire	7,8	7,4	7,4 =	7
Gambie	4,6	5,4	5,4 =	5,4
Guinée	8,2	5,8	5,8 =	5,9
Guinée-Bissau	5,9	5,5	4,5 ↓	5
Mali	5,4	5	5,1 ↑	4,8
Mauritanie	3,5	2,7	2,5 ↓	5,2
Niger	4,9	5,1	5,3 ↑	5,4
Sénégal	7,2	7	7 =	6,7
Togo	4,4	4,9	4,7 ↓	5
<b>ASS</b>	<b>2,7</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1 ↓</b>	<b>3,8</b>
<b>UEMOA</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4 =</b>	<b>6,3</b>

### ACTUALITE REGIONALE

---

#### **Inflation de 0,9% en glissement annuel au mois d'août dans les pays de l'UEMOA**

[A fin août 2018, le taux d'inflation s'est établi à 0,9% en glissement annuel, stable par rapport au mois précédent.](#) L'évolution du niveau général des prix est portée en partie par la hausse des prix des produits alimentaires (+0,3 pts de pourcentage), avec la progression des prix des céréales au Burkina Faso et au Mali en raison d'un approvisionnement insuffisant sur les marchés, ainsi que du renchérissement des produits de la pêche au Sénégal en lien avec la baisse de l'offre. La composante « logement » augmente également (+0,3 pts) en raison de la hausse des loyers, essentiellement en Côte d'Ivoire, sous la pression de la demande. Enfin, l'indice de la composante « transport » est également en progression (+0,2 pts), imputable à l'ajustement à la hausse des prix des carburants au Bénin et au Togo, et au renchérissement des services de transport au Niger. Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti à 0,9% en g.a. à fin août 2018 contre 1,2% à fin juillet 2018, grâce à la baisse des tarifs de communication dans l'Union.

### BURKINA FASO

---

#### **Nouveau code des investissements au Burkina Faso**

Le projet de loi portant Code des investissements au Burkina Faso a été adopté par le gouvernement en Conseil des ministres. Il sera examiné à l'Assemblée nationale le 30 octobre prochain. Parmi les innovations du code : l'extension du champ d'application aux énergies renouvelables, à la sauvegarde de l'environnement et à la promotion des secteurs d'activités (agriculture, sylviculture, pisciculture, halieutique et faunique), l'inscription de la ville de Bobo-Dioulasso en zone privilégiée d'investissement, des mesures fiscales en faveur des pôles de croissance, un contrôle effectif des engagements à la charge des entreprises, une prise en compte des investissements de 2 à 25 Mds FCFA (de 3 à 38,1 M EUR) dans le régime C et la prévision d'un délai de traitement dans les autorisations assorti d'un accord tacite.

### CAP-VERT

---

#### **Signature d'un nouvel accord de pêche avec l'Union européenne (UE)**

Le nouvel accord de partenariat pour une pêche durable entre l'Union européenne (UE) et le Cap-Vert entrera en vigueur en janvier 2019 pour une durée de cinq ans et permettra aux navires des pays de l'UE (Espagne, Portugal et France) de pêcher 8 000 tonnes de thons et d'espèces apparentées jusqu'à 18 milles marins au large des côtes de l'archipel. En contrepartie, l'UE versera une contribution financière de 750 000 EUR par an, dont 350 000 EUR destinés à financer des projets visant à promouvoir une gestion durable de la pêche au Cap-Vert. L'accord intègre la participation de la communauté scientifique pour la surveillance de la pêche dans les eaux nationales.

#### **Une prévision de croissance de 4,5% en 2018 selon la Banque centrale**

Selon la Banque centrale capverdienne, la croissance du PIB s'est établie à 4% en 2017 et devrait accélérer à 4,5% en 2018, puis à 4,7% en 2019. La Banque prévoit une contribution plus forte de la demande extérieure nette à la croissance et plus faible de la consommation privée et de l'investissement. L'inflation, qui a atteint 0,8% en 2017, devrait également augmenter, à 1,3% en 2018 et 1,4% en 2019. Le déficit courant devrait rester stable à 7,1% du PIB en 2018 (après 7% en 2017) avant de diminuer à 5,9% en 2019. Enfin, les réserves en devises resteraient stables, équivalant à 5,8 mois d'importations de biens et services.

### BENIN

---

#### **Le groupe Duval, partenaire de référence de la SImAU**

Le groupe Duval a pris une participation de 30% dans le capital de la Société immobilière d'aménagement urbain (SImAU) au côté de l'Etat béninois (20%) et de divers partenaires dans la banque (BOAD,..) et les assurances (NSIA,...). Cette société mixte dont le groupe Duval est le partenaire technique de référence et dont le Président du conseil d'administration est Alain Lath Houngue, directeur général de NSIA Bénin, est la structure chargée de réaliser puis de gérer les projets phares du Programme d'actions du gouvernement (PAG) dans le secteur immobilier (projet de 20 000 logements, cité ministérielle, 13 cités administratives, construction et réhabilitation de marchés, centre des affaires maritimes).

### BURKINA FASO

---

#### **L'ITFC apporte 1,5 Md USD pour financer le développement du commerce**

L'Etat burkinabè et la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) ont signé un accord-cadre portant sur 1,5 Md USD pour le financement de l'exportation de produits agricoles tels que le coton et pour l'importation d'intrants agricoles et de produits alimentaires, ainsi que des produits d'énergie tels que le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés. Le Burkina Faso est le premier pays bénéficiaire en Afrique subsaharienne de l'appui budgétaire de l'ITFC, entité autonome du groupe de la BID.

#### **Un repreneur indien pour l'usine textile Fasotex de Koudougou**

Le groupe indien Jain Shwals a racheté au gouvernement burkinabè l'usine textile Fasotex de Koudougou, ex-Faso Fani, fermée depuis 5 ans. Le groupe Jain Shwals s'est engagé à refaire une nouvelle unité de textile avec une capacité de transformation de coton de 25 tonnes/jour, à produire du fil et du tissu pour tendre vers la confection de tenues, y compris militaires, et, enfin, à créer à long terme une unité de trituration d'huile de coton, de sésame et d'arachide avec les tourteaux pour l'alimentation du bétail. Les travaux de l'unité de textile devraient débuter fin octobre 2018 et la société devrait employer, à terme, 5 000 personnes encadrées par des techniciens indiens du textile.

#### **Construction et réhabilitation de barrages**

Le Conseil des ministres a attribué plusieurs projets de construction et réhabilitation de barrages à travers le pays : 6 lots dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre, du Centre-Ouest, du Centre-Sud et de l'Est pour le compte de la Direction générale des infrastructures hydrauliques (DGIH) pour un montant total des attributions s'élevant à 4,7 Mds FCFA (7,2 M EUR). Des travaux de construction de barrages et de périmètres irrigués de Pougma, Dawaka-Wéotenga, Taba, Kouldisgou et Niou dans le cadre du Projet de mobilisation et de valorisation des eaux de surface dans le Plateau-Central (PMVEC) ont été également autorisés pour un montant de 8,5 Mds FCFA (13 M EUR) sur financement de l'État burkinabè et de la Banque Ouest africaine pour le développement (BOAD).

### COTE D'IVOIRE

---

#### **Ouverture du capital des banques publiques BNI (Banque nationale d'investissement) et CNCE (Caisse nationale des caisses d'épargne)**

Conformément à la réglementation bancaire au sein de l'espace UEMOA, [le conseil des Ministres a décidé d'ouvrir l'actionariat de la BNI et de la CNCE à des acteurs autres que l'Etat à travers des nouvelles émissions d'actions](#). Néanmoins, l'ouverture du capital a été réservée à des structures

en relation avec le secteur public ; le communiqué du conseil des Ministres ne laisse pas apparaître d'autres précisions. Cette opération permettra, par ailleurs, pour la CNCE, de renforcer le plan de restructuration en cours pour le rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

### **Lancement d'un projet d'investissement forestier**

D'un montant total de 18 M EUR, [le Projet d'investissement forestier \(PIF\) a été lancé par le gouvernement ivoirien, en partenariat avec la Banque mondiale](#) et sera mis en place dans 8 régions du pays jusqu'en 2022. Face à une division par 5 de la surface de la couverture forestière, l'objectif est d'inverser la tendance de déforestation et dégradation des forêts. Ce cadre d'action de la gestion des ressources forestières s'inscrit dans la mise en œuvre des ambitions « agriculture zéro déforestation ». Plusieurs initiatives sont déjà en cours dont le mécanisme Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation (REDD+) depuis 2011 qui permet une rémunération pour les actions visant la réduction des gaz à effet de serre.

### **SIFCA obtient 90 M EUR pour financer ses investissements**

Opérant en Afrique de l'Ouest dans le palmier à huile, le sucre de canne et le caoutchouc naturel, [le groupe agroindustriel SIFCA s'est vu octroyer un prêt de 90 M EUR par Proparco, son homologue néerlandais FMO et la Société générale pour financer son plan d'investissement](#). Ainsi, l'augmentation des capacités agricoles et industrielles permettrait à sa filiale Sucrivoire d'atteindre 160 000 t de sucre par an, à PALMCI de produire 350 000 t d'huile de palme brute par an et à SAPH d'obtenir 280 000 t de caoutchouc naturel par an. Le groupe SIFCA est actuellement formé par 33 000 employés et 110 000 petits planteurs.

## **GAMBIE**

---

### **Lancement du programme « Emplois, compétences et finance »**

Ce programme vise à faciliter l'inclusion sociale et l'emploi chez les jeunes, les femmes et les plus vulnérables. Il est soutenu par l'Union Européenne, le Centre du commerce international et le Fonds d'équipement des Nations Unies. Le projet bénéficie d'un budget de 16 M EUR et a pour objectif la création de 9 000 emplois directs. Le programme s'articule autour de trois axes : (i) augmenter l'emploi des jeunes et des plus vulnérables, en mettant l'accent sur le développement d'une économie verte, (ii) améliorer les opportunités dans l'éducation et le développement des compétences et (iii) améliorer l'accès à la finance inclusive.

### **Prêt de 3 M USD du Fonds de développement du Qatar au gouvernement gambien**

Le Fonds de développement du Qatar a signé un accord de prêt de 3 M USD avec le gouvernement gambien, suite à un engagement de l'Etat qatari à la Conférence des donateurs tenue à Bruxelles en mai dernier. Le prêt qatari devrait soutenir la Commission Vérité Réconciliation et Réparations du gouvernement gambien (mise en place le 15 octobre), afin de « promouvoir la démocratisation et l'état de droit dans le pays ».

## **GUINEE**

---

### **La BAfD finance la route Boké-Québo**

La Banque africaine de développement (BAfD) a mis à disposition 50 M EUR sous forme de prêts et de dons pour la 1<sup>ère</sup> phase du projet d'aménagement de la route Boké – Québo, corridor routier entre la Guinée et la Guinée Bissau, une zone enclavée riche en ressources agricoles (noix de cajou) et minières (bauxite). Les travaux consistent en l'aménagement et le bitumage de 107 km de route dont 86 km en Guinée et 21 km en Guinée Bissau, la construction de deux ponts en Guinée et la réhabilitation de cinq ponts en Guinée Bissau afin d'accroître le commerce entre les deux pays. Avec un coût total de 117,2 M EUR, la 1<sup>ère</sup> phase des travaux coûtera 79,9 M EUR dont 30 M EUR de l'UE déjà mobilisés.

## **MALI**

---

### **Relance des activités du chemin de fer Dakar-Bamako**

Les ministres sénégalais et malien des Transports se sont rencontrés à Bamako pour discuter de la relance des activités du chemin de fer. Faisant suite à l'arrêté interministériel et interétatique n°001/2018 les gouvernements sénégalais et malien prévoient de mobiliser 500 Mds FCFA (762,2 M EUR) soit (381,1 M EUR chacun), auprès des partenaires techniques et financiers pour relancer les activités du chemin de fer Dakar-Bamako. Ils souhaitent également mettre en place un fonds fiduciaire de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) dédié à l'achat des locomotives et à la réhabilitation des rails. Par ailleurs, à l'issue de cette rencontre, M. Kibily Touré, conseiller spécial du secrétaire d'État français à l'Europe et aux Affaires étrangères, a été nommé administrateur général de la compagnie Dakar-Bamako Ferroviaire (DBF).

## **NIGER**

---

### **Le groupe nigérian Dangote lance la construction d'une cimenterie**

Le groupe du milliardaire nigérian Aliko Dangote a lancé les travaux de construction d'une cimenterie à Keita, près de Tahoua, dans l'ouest du pays, pour un coût de 275 M EUR. Pour rappel, la production nationale de ciment ne couvre les besoins du marché nigérian qu'à hauteur de 20%. La future installation, dont la livraison est prévue fin 2020, aura une capacité de production annuelle de 2,5 millions de tonnes et comprendra en outre une centrale thermique à charbon de 100 MW.

### **Les députés nigériens entérinent le texte de loi portant sur l'ouverture de l'hôpital de l'amitié Niger-Turquie**

Les députés nigériens ont adopté le texte de loi portant sur l'ouverture, l'exploitation et le transfert de l'hôpital de l'amitié Niger-Turquie à Niamey. Cet hôpital construit par la Turquie est doté d'une capacité de 44 lits. Cette structure hospitalière sera conjointement dirigée par les deux États les trois premières années avant que sa gestion ne soit transférée totalement à la partie nigérienne. Le coût de sa gestion annuelle, chiffré à un peu plus de 2,8 Mds FCFA (4,3 M EUR), sera supporté à parts égales par la Turquie et le Niger.

## **SENEGAL**

---

### **Tosyali investit plus de 2,5 Mds USD dans le minerai de fer**

Le gouvernement sénégalais a signé un accord préliminaire de convention d'exploitation des minerais de fer avec l'entreprise turque Tosyali, pour une exploitation de 25 ans estimée à 2,5 Mds USD. Les Turcs installeraient un complexe minier sidérurgique qui, à terme, produirait 3 millions de tonnes d'acier par an, tous produits confondus (fer à béton, tôles). L'entreprise turque contribuerait au désenclavement des localités du Sud-Est par la mise en place d'infrastructures de transport et à la création d'emplois pour les populations sénégalaises. Une commission de surveillance veillera à ce que la responsabilité sociale de l'entreprise soit effective.

### **Exploitation de l'or de Makabingui**

Un décret présidentiel transfère le titre d'exploitation de l'or de Makabingui à l'entreprise Makabingui Gold Operation SA (filiale du groupe Bassari Resources). La compagnie minière australienne a indiqué que ce transfert de titre était un prérequis du programme de financement conclu avec la Coris international Bank, s'élevant à 7 Mds FCFA (10,7 M EUR). Makabingui hébergerait une ressource minérale de 11,9 Mt, le traitement annuel avoisinerait les 300 000 tonnes et la production moyenne serait de 50 000 onces/an, sur une durée de vie de quatre ans. Une nouvelle mine découverte en septembre dernier, à l'Est de Makabingui, pourrait encore accroître le niveau de la ressource.

### **L'UE appuie le Sénégal pour l'intégration des femmes à travers la promotion des énergies renouvelables**

L'ONG Plan international, en partenariat avec l'Union Européenne (UE) et le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, a lancé le Projet de développement économique et social des

femmes à travers les énergies renouvelables au sahel (DESFERS). L'objectif principal de cet appui serait de soutenir l'entrepreneuriat féminin dans le domaine des énergies renouvelables, dans une optique d'amélioration des revenus et du pouvoir économique des ménages. Ce projet qui couvre le Sénégal, le Mali et le Niger, s'élève à plus de 18 M EUR, et est financé à hauteur de 80% par l'UE.

## TOGO

---

### **Nouvelle licence accordée pour la fourniture de kits solaires**

Dans le cadre de la stratégie d'électrification du Togo (2018-2030), l'Agence Togolaise de l'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER) veille à promouvoir l'électrification rurale au moyen du déploiement de solutions hors-réseau, notamment la distribution de kits solaires au niveau des ménages isolés en zones rurales. Ce segment de marché, dont le besoin en électrification est estimé à plus de 500 000 foyers, est financé par les opérateurs privés (DESCOs) qui gèrent l'ensemble de la chaîne de valeurs, l'Etat apportant sa contribution sur l'exonération des importations d'équipements et des facilitations logistiques. Le groupement GREEN LIGHT PLANET (indo-américain) - SOLVEA (togolais ; distributeur) vient d'obtenir la 2<sup>nd</sup>e licence du marché, après celle attribuée à l'opérateur britannique BBOX. 4 à 5 licences devront à terme être accordées.

## EVENEMENTS

---

## BURKINA FASO

---

### **Un nouveau directeur général aux commandes du Trésor**

Célestin Santéré Sanon est le nouveau directeur général du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP). Il remplace à ce poste Naby Abraham Ouattara, qui vient de prendre fonction auprès du Fonds monétaire international (FMI) en tant qu'assistant technique. Depuis le 22 février 2018, il était le Directeur des affaires monétaires et financières (DAMOF).

## CÔTE D'IVOIRE

---

### **Visite du ministre français des Affaires étrangères du 17 au 18 octobre**

Au cours de cette visite de 48h, Jean-Yves Le Drian a pu s'entretenir avec le président Ouattara et rencontrer également la communauté d'affaires française en Côte d'Ivoire. Il s'est également rendu sur le site de la future Académie internationale de lutte contre le terrorisme basée à Jacquville (à l'ouest d'Abidjan) et à Yamoussoukro pour lancer le [« hub franco-ivoirien pour l'éducation »](#), réseau de partenariats entre des écoles et universités françaises et ivoiriennes, ayant pour ambition de former de futurs cadres pour les grandes entreprises opérant en Afrique de l'Ouest.

## MALI

---

### **Report des élections législatives**

La cour constitutionnelle vient de reporter les élections législatives à 2019 conformément à la demande de l'assemblée nationale, prolongeant ainsi de six mois le mandat des députés. Pour mémoire, le scrutin législatif était initialement prévu en novembre et décembre 2018. Les autorités maliennes invoqueraient un cas de force majeure.

#### Copyright

*Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à [abidjan@dgiresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgiresor.gouv.fr)).*

#### Clause de non-responsabilité

*Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*



**Auteur :**

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

**Adresse :**

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

<b>Indicateurs Pays (2017)</b>	<b>Bénin*</b>	<b>BF*</b>	<b>CV*</b>	<b>RCI**</b>	<b>Gambie*</b>	<b>Guinée**</b>	<b>GB**</b>	<b>Mali*</b>	<b>Mauritanie</b>	<b>Niger**</b>	<b>Sénégal**</b>	<b>Togo**</b>	<b>UEMOA*</b>	<b>ASS*</b>
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	1	25	2	13	2	19	4	19	16	8	<b>110,3</b>	<b>1 033</b>
<b>Macroéconomie</b>														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	<b>114,2</b>	<b>1 529,1</b>
<i>PIB / Hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	<b>1 035</b>	<b>1 480</b>
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	<b>6,5</b>	<b>2,6</b>
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	<b>1,5</b>	<b>11</b>
<b>Finances Publiques</b>														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	<b>-5</b>	<b>-5</b>
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	<b>46</b>	<b>45</b>
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	<b>16</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	<b>-3</b>	<b>-1</b>
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup></i> <i>(M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	<b>3 404</b>	<b>13 457</b>
<i>Importations françaises depuis<sup>3</sup></i> <i>(M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	<b>1247</b>	<b>9211</b>
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	<b>-6</b>	<b>-3</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>														
<i>IDH<sup>4</sup></i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business<sup>5</sup></i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>6</sup></i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map - 2016

<sup>3</sup> Trade Map - 2016

<sup>4</sup> PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

<sup>5</sup> Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

<sup>6</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque